

INÉGALITÉS EXTRÊMES ET ÉMISSIONS DE CO₂

Pourquoi l'accord sur le climat de Paris doit donner la priorité aux populations les plus pauvres, les moins émettrices et les plus vulnérables

RÉSUMÉ

Le changement climatique est intrinsèquement lié aux inégalités économiques : c'est une crise induite par les émissions de gaz à effet de serre des nantis qui frappe le plus durement les pauvres. Dans le présent document, Oxfam expose l'ampleur des inégalités mondiales à partir d'estimations des émissions de CO₂ liées aux modes de consommation des habitants riches et des plus pauvres dans différents pays, et en les comparant.

Nos estimations sur l'ampleur de ces inégalités indiquent, de manière frappante, que la moitié la plus pauvre de la population – environ 3,5 milliards de personnes – est responsable de seulement 10 % environ des émissions de CO₂ mondiales totales dues à la consommation individuelle¹, alors qu'elle vit dans les pays les plus vulnérables au changement climatique.

Parallèlement, environ 50 % de ces émissions sont imputables aux 10 % des habitants de la planète les plus riches, dont l'empreinte carbone est en moyenne 11 fois plus élevée que celle de la moitié de la population la plus pauvre et 60 fois plus élevée que celle des 10 % les plus pauvres. On estime que les 1 % les plus riches du monde ont une empreinte carbone moyenne 175 fois supérieure à celle des 10 % les plus pauvres.

Lors de la COP21 à Paris, ce sont les gouvernements qui négocieront un accord, basé sur la totalité des émissions produites sur leur territoire, mais les vrais gagnants et perdants seront les populations. Le test décisif sera de voir si l'accord apporte quelque chose aux plus pauvres, qui sont à la fois les moins responsables du changement climatique et les plus vulnérables face à ce dernier, où qu'ils vivent.

La moitié la plus pauvre de la population mondiale est responsable de seulement 10 % des émissions de CO₂ mondiales, alors qu'elle vit, en grande majorité, dans les pays les plus vulnérables au changement climatique. Parallèlement, environ 50 % des émissions mondiales sont imputables aux 10 % des habitants de la planète les plus riches.

L'empreinte carbone moyenne d'une personne faisant partie des 1 % les plus riches pourrait être 175 fois plus élevée que celle d'une personne faisant partie des 10 % les plus pauvres.

La nouvelle analyse établie par Oxfam, qui relie, dans plusieurs pays, les émissions totales dues au mode de consommation aux différents groupes de catégories de revenus à l'intérieur même de ces pays (voir les définitions et la méthodologie dans le cadre 1), montre non seulement la sévérité des inégalités mondiales face aux émissions mais dissipe aussi certains des mythes circulant depuis des années à l'occasion des conférences des Nations unies sur le climat quant aux responsables du changement climatique.

La comparaison entre l'empreinte carbonemoyenne liée au mode de consommation des habitants les plus riches et les plus pauvres dans un certain nombre de pays nous aide à comprendre plusieurs éléments : même si certaines « économies émergentes » telles que la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud ont des émissions élevées et en rapide progression, les émissions liées au mode de consommation des habitants les plus riches dans ces pays restent bien plus faibles que celles de leurs équivalents dans les pays riches de l'OCDE (bien que la situation soit en train de changer et continuera dans cette voie si des mesures ne sont pas prises de toute urgence). Parallèlement, dans ces pays émergents, les émissions liées au mode de vie des centaines de millions d'habitants les plus pauvres restent nettement inférieures à celles des ressortissants les plus pauvres des pays de l'OCDE.

Les citoyens les plus riches peuvent et doivent, en tant qu'individus, contribuer à la réduction de leurs propres émissions en changeant leur mode de vie, où qu'ils habitent, mais leur seule action volontaire ne suffira pas à résoudre la crise environnementale. Leurs choix sont souvent limités par les décisions de leur gouvernement dans toutes sortes de domaines, de l'énergie à la politique en matière de transports. Il ne fait aucun doute qu'ils n'ont pas plus intérêt à voir un accord insuffisant conclu à Paris que les populations les plus pauvres et les moins responsables. Les 10 % les plus riches subissent eux-mêmes de plus en plus les conséquences du changement climatique et se mobilisent pour que leur gouvernement agisse.

Seule une élite beaucoup plus restreinte, qui a des intérêts directs dans la poursuite de fortes émissions et le maintien d'une économie mondiale très inégalitaire, bénéficierait de politiques climatiques trop faibles, à Paris et ailleurs. Entre la conférence sur le climat de Copenhague et celle de Paris, le nombre de milliardaires figurant sur la liste Forbes ayant des intérêts dans les énergies fossiles est passé de 54 en 2010 à 88 en 2015. Durant la même période, la taille de leurs fortunes personnelles cumulées a augmenté d'environ 50 %, de 200 milliards de dollars à plus de 300 milliards de dollars². Pour que la conférence de Paris aboutisse à un accord qui profite à ceux qui en ont le plus besoin, les gouvernements présents doivent peser de tout leur poids et défendre leurs citoyens, en premier lieu les plus pauvres, les moins émetteurs et les plus vulnérables.

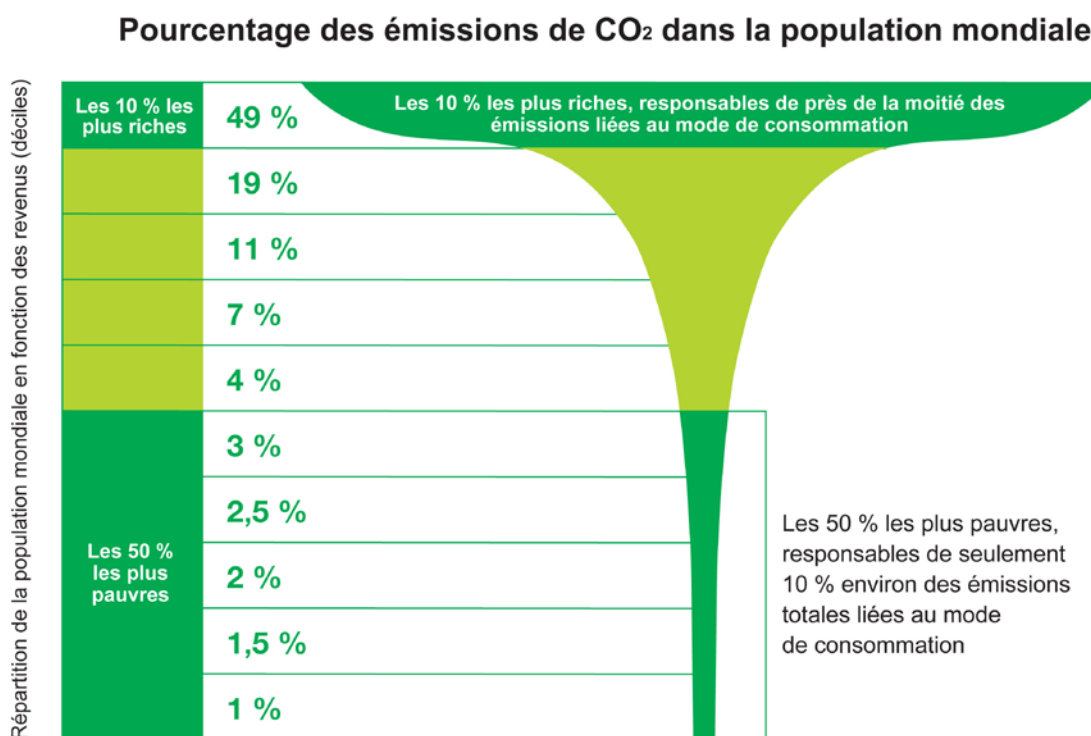
Entre la conférence sur le climat de Copenhague et celle de Paris, le nombre de milliardaires figurant sur la liste Forbes ayant des intérêts dans les énergies fossiles est passé de 54 en 2010 à 88 en 2015. La taille de leurs fortunes personnelles cumulées a augmenté d'environ 50 %, de 200 milliards de dollars à plus de 300 milliards de dollars.

1 Changement climatique et inégalités économiques sont intrinsèquement liés

L'accord de Paris se fera entre gouvernements mais les vrais gagnants et perdants seront leurs ressortissants. Dans le présent document, Oxfam se base sur de nouvelles analyses de données pour comparer les émissions dues au mode de consommation des ressortissants de différents pays afin de montrer l'ampleur des inégalités face aux émissions, au niveau mondial comme au sein de pays clés.

Ceux qui ont le plus à perdre à Paris sont les 3,5 milliards de personnes les plus pauvres sur la planète, responsables de seulement environ 10 % des émissions totales dues à la consommation individuelle mais vivant, pour la grande majorité, dans les pays les plus vulnérables au changement climatique. Les données utilisées pour calculer ces estimations attribuent 64 % des émissions mondiales à la consommation individuelle, les 36 % restant étant générées par la consommation des gouvernements, les investissements (par exemple en matière d'infrastructure) et le transport international. Une récente étude menée par Lucas Chancel et Thomas Piketty conclut à des résultats très similaires en attribuant toutes les émissions liées à la consommation au niveau national aux individus qui y vivent³, ce qui semble indiquer que notre approche constitue une bonne mesure de la répartition des émissions mondiales totales. La figure 1 présente la distribution des revenus mondiaux des 10 % les plus riches aux 10 % les plus pauvres de la planète et indique ce qu'Oxfam estime être leurs émissions dues au mode de consommation, présentées en pourcentage du total mondial.

Figure 1 : Déciles de revenus au niveau mondial et émissions dues au mode de consommation correspondantes



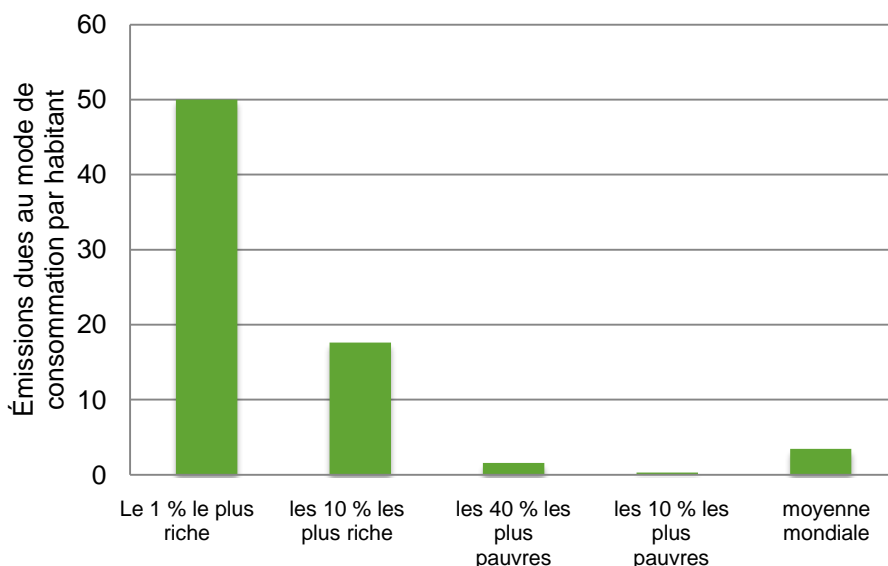
Source : Oxfam

Selon nos estimations prudentes, les émissions moyennes d'une personne faisant partie de la moitié la plus pauvre de la population mondiale sont de 1,57 tCO₂ par an, soit 11 fois moins que l'empreinte carbone moyenne d'une personne faisant partie des 10 % les plus riches⁴. Une personne qui fait partie des 10 % des habitants les plus pauvres au monde émet en moyenne 60 fois moins qu'une personne faisant partie des 10 % les plus riches.

Une personne qui fait partie des 10 % des habitants les plus pauvres au monde émet en moyenne 60 fois moins qu'une personne faisant partie des 10 % les plus riches.

Même s'il est plus difficile de faire des estimations précises dans les groupes se situant aux extrémités (basses et hautes) de la distribution mondiale des revenus, il ne fait aucun doute que l'écart s'y creuse encore : les 1 % les plus riches pourraient émettre 30 fois plus que les 50 % les plus pauvres et 175 fois plus que les 10 % les plus pauvres⁵ (voir figure 3).

Figure 2 : Émissions dues au mode de consommation par habitant en fonction des différents niveaux mondiaux de revenus⁶

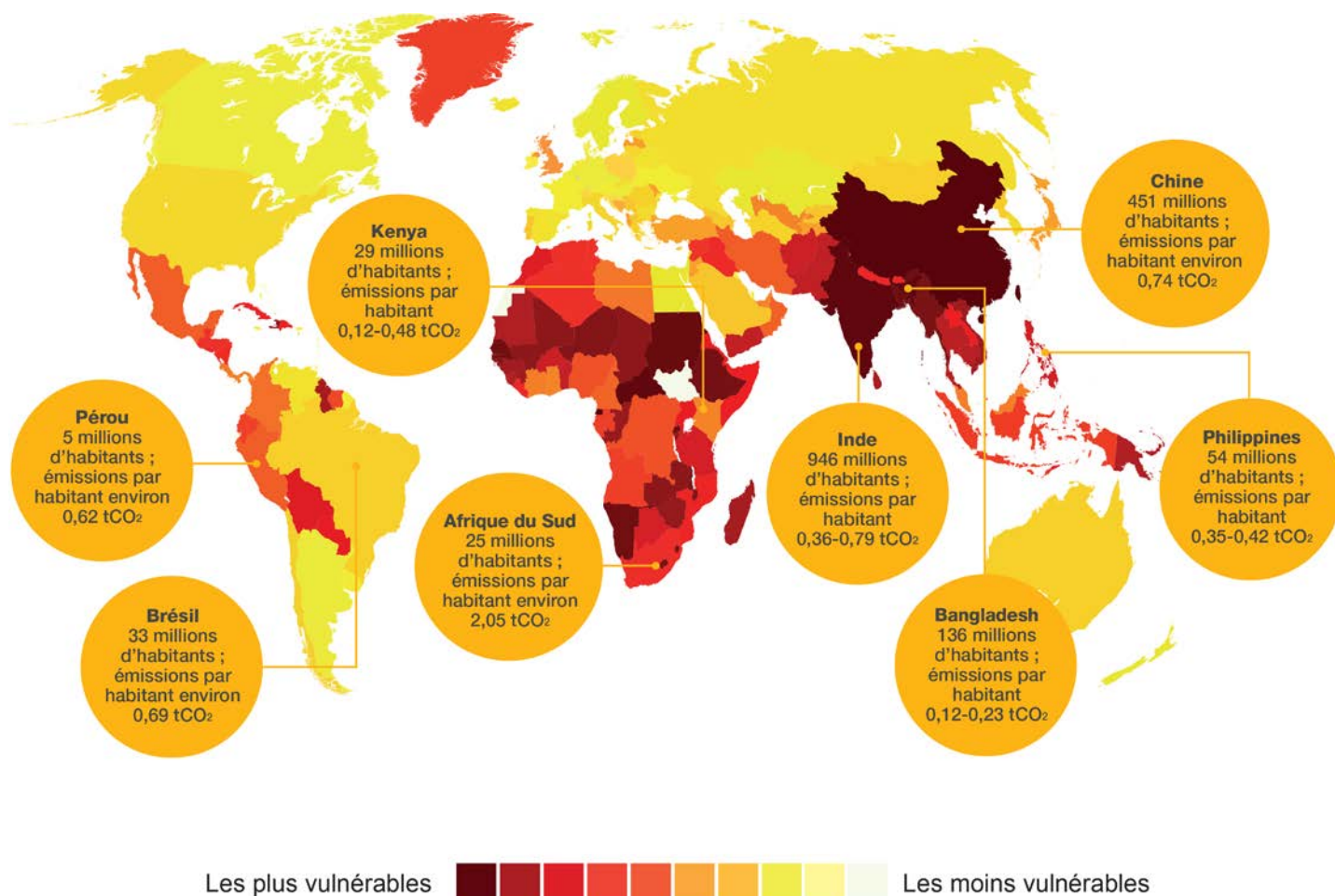


Source : Oxfam

Qui plus est, la moitié la plus pauvre de la population vit en très grande majorité dans des pays qui sont considérés comme les plus vulnérables au changement climatique.

Une étude récente de la Banque mondiale a montré que dans les 52 pays passés en revue, la plupart des gens vivent dans des pays où les personnes pauvres sont plus exposées aux sécheresses, aux inondations et aux vagues de chaleur que la moyenne de la population dans son ensemble.

Figure 3 : Exemple de pays où vit la moitié la plus pauvre de la population et indication de leur empreinte carbone due à leur mode de consommation⁷



Source : Oxfam ; Centre for Global Development Climate Change Vulnerability Index

Cadre 1 : Les inégalités en termes d'impact et de degré de préparation

Non seulement les habitants les plus pauvres de la planète sont les moins responsables du changement climatique, mais ils sont en général les plus vulnérables face à ses conséquences et les moins préparés pour l'affronter. De telles inégalités sont horizontales mais aussi verticales : les femmes courent davantage de risques que les hommes, les populations rurales sont souvent plus exposées que les populations urbaines et les groupes marginalisés (en raison notamment de leur race ou de leur origine ethnique) ont tendance à être touchés de manière disproportionnée.

Une étude récente de la Banque mondiale a montré que dans les 52 pays passés en revue, la plupart des gens vivent dans des pays où les personnes pauvres (c'est-à-dire appartenant aux 20 % plus pauvres de la population nationale) risquent davantage de subir des désastres tels que sécheresses, inondations, vagues de chaleur que la moyenne de la population dans son ensemble. Cet état de fait est encore plus vrai dans de nombreux pays d'Afrique et d'Asie du Sud-Est⁸.

Ce sont les femmes qui souffrent souvent le plus du réchauffement de la planète⁹. Elles sont en général plus dépendantes de moyens de subsistance sensibles au climat (par exemple l'agriculture pluviale ou la collecte d'eau pour l'usage domestique). Elles ont également moins de

Ce sont les femmes qui souffrent le plus du réchauffement de la planète. Elles sont en général plus dépendantes de moyens de subsistance sensibles au climat et ont moins de voies de repli en période de crise.

solutions de repli en période de crise et moins d'aides pour sortir d'une éventuelle spirale de baisse de la productivité (pas d'accès à des terres, pas de formation ou de capital).

De telles inégalités se constatent également dans les pays riches. Aux États-Unis, les habitants les plus pauvres des États du Golfe (Louisiane, Mississippi et Alabama) sont exposés de façon disproportionnée à la menace des inondations côtières dues à l'augmentation du niveau de la mer¹⁰. Quand la « super tempête » Sandy s'est abattue sur New York en 2012, 33 % des personnes vivant dans les zones frappées par la tempête habitaient dans des logements subventionnés par le gouvernement et la moitié des 40 000 personnes vivant dans un logement social de la ville a été déplacée¹¹.

Non seulement les pays riches, et leurs habitants les plus riches, sont moins touchés par le changement climatique, mais ils sont en plus, d'une manière générale, beaucoup mieux préparés pour y faire face¹². En Californie (États-Unis), plus de 80 % des terres arables sont irriguées tandis qu'elles sont moins de 1 % au Niger, au Burkina Faso et au Tchad. Alors que 91 % des agriculteurs aux États-Unis ont une assurance-récolte qui couvre leurs pertes en cas de phénomène météorologique extrême, ils ne sont que 15 % en Inde, 10 % en Chine et tout au plus 1 % au Malawi et dans la plupart des pays à faibles revenus.

Il ne fait aucun doute que la vulnérabilité au changement climatique et les inégalités économiques sont intrinsèquement liés. C'est une crise induite par les nantis et qui frappe le plus durement les pauvres. Si l'accord de Paris doit être à la hauteur, les gouvernements devront faire quelque chose pour ceux qui n'ont rien, où qu'ils vivent.

Alors que 91 % des agriculteurs aux États-Unis ont une assurance-récolte qui couvre leurs pertes en cas de phénomène météorologique extrême, ils ne sont que 15 % en Inde, 10 % en Chine et tout au plus 1 % au Malawi et dans la plupart des pays à faibles revenus.

Cadre 2: Comment estime-t-on la répartition des émissions dues au mode de consommation

Vous trouverez un résumé technique de la méthodologie utilisée pour calculer les estimations contenues dans le présent document sur <http://oxf.am/Ze4e>. L'approche adoptée part de l'idée d'une relation élastique entre les revenus et les émissions. En clair, elle se base sur des données concernant la distribution des revenus entre différents centiles au niveau national et attribue à ces centiles des taux d'émissions nationales cumulées.

Deux ensembles de données sont utilisés : des données sur la distribution des revenus au niveau national, tirées de l'analyse de Branko Milanovic à partir d'enquêtes auprès de foyers dans 118 pays pour l'année de référence 2008 ; des estimations d'émissions de CO₂ associées à la consommation des foyers (regroupées ici sous les termes « émissions dues au mode de consommation »), établies par Glen Peters pour l'année 2007 à partir d'un modèle commercial d'entrées-sorties multirégionales (*Multi-Regional Input-Output, MRIO*) couvrant 121 pays.

Point essentiel, le modèle de CO₂ représente les émissions générées par la consommation plutôt que par la production. Le modèle commercial sur lequel il s'appuie attribue les émissions associées aux biens/services au territoire de consommation de ces biens/services, et non au pays de production. Ce procédé donne une image plus réaliste des émissions réelles des citoyens en fonction de leur niveau de revenus dans un pays. Les émissions associées à la consommation des gouvernements, au capital et au transport international sont donc exclues. La part des émissions totales dues à la consommation attribuées aux individus varie en fonction des pays mais on estime, d'une manière générale, qu'elle s'élève environ à 64 %.

Nos estimations ne font qu'indiquer des ordres de grandeur mais sont aussi des estimations prudentes, pour deux raisons. Premièrement, les données n'incluent pas un nombre important de pays, pour la plupart des pays à faible revenu. S'ils étaient pris en compte, la moyenne des émissions par habitant de la moitié la plus pauvre de la population serait encore plus basse, tout comme la part des émissions mondiales totales attribuée à cette moitié. Deuxièmement, nous avons présumé qu'il existait un seuil minimum d'émissions, défini au niveau national, et l'extrémité la plus faible de l'échelle de distribution a donc été augmentée. Sans cela, les émissions les plus basses auraient été considérées trop faibles pour être plausibles. Vous trouverez une description et une justification de l'approche adoptée dans la note technique.

Bien entendu, les revenus et la répartition des émissions en fonction des revenus ne sont plus exactement les mêmes qu'en 2008, année de référence des données. Cependant, les ordres de grandeur présentés ici, notamment la différence entre les habitants les plus riches de la planète et les plus pauvres, sont, selon toute vraisemblance, toujours valables. Dans certains pays à revenu intermédiaire, par exemple en Chine et au Brésil, où la croissance a été plus rapide et un peu plus inclusive qu'ailleurs, la part des habitants appartenant aux 40 % les plus pauvres de la planète est probablement plus faible mais reste très importante. De même, certains pays à revenu intermédiaire ont probablement accru leur représentation dans la catégorie des 10 % de la population mondiale la plus riche (voir ci-dessous).

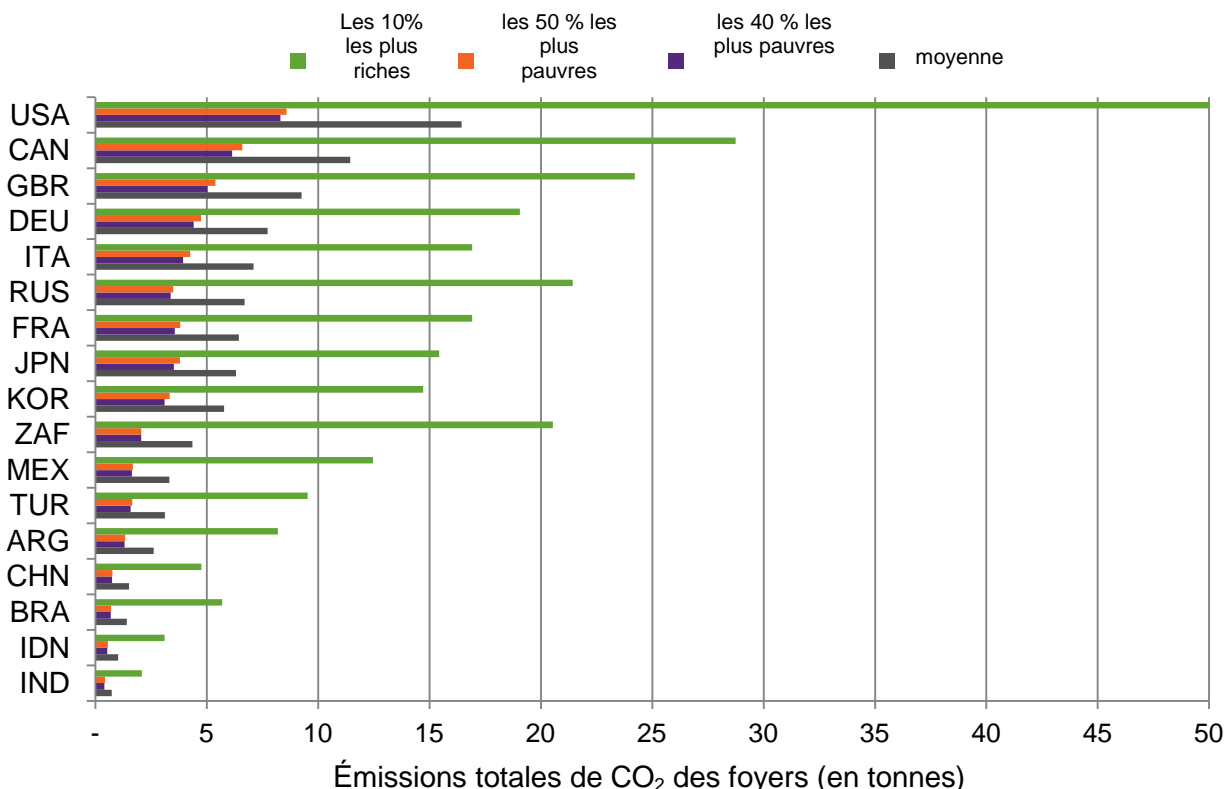
2 Les émissions dues au mode de consommation sont très inégales au sein des pays et entre eux

Ces nouvelles estimations nous permettent aussi de dissiper certains des mythes circulant depuis longtemps à l'occasion des conférences des Nations unies sur le climat quant aux responsables du changement climatique.

Depuis des années, les pays développés affirment qu'ils n'iront au-delà des objectifs différentiels de baisse des émissions que si et seulement si les pays en développement en forte croissance s'impliquent et réduisent eux aussi les leurs¹³. Pour avoir la moindre chance d'éviter les conséquences les plus désastreuses du changement climatique, il est en effet absolument essentiel que tous les pays en développement jouent également leur rôle. Toutefois, il est important de souligner, d'une part, que les émissions dues au mode de consommation des ressortissants des pays en voie de développement, même ceux du G20, sont bien inférieures à celles de leurs équivalents dans les pays riches de l'OCDE et, d'autre part, que même à l'intérieur de ces derniers pays, il y a de fortes variations dans l'empreinte carbone due à la consommation entre les habitants riches et les plus démunis. Il n'est donc pas logique de les considérer comme un seul bloc (voir figure 4).

Les émissions dues au mode de consommation des ressortissants des pays en voie de développement, même ceux du G20, sont bien inférieures à celles de leurs équivalents dans les pays riches de l'OCDE.

Figure 4 : Émissions par habitant dues au mode de consommation dans les pays du G20 où des données sont disponibles



La majorité des 10 % des habitants les plus riches de la planète, qui sont de forts émetteurs, vivent toujours dans des pays de l'OCDE, dont environ un tiers aux États-Unis. Si le total des émissions de la Chine, ramené à un chiffre par habitant, est maintenant supérieur à celui de l'Union européenne¹⁴, il n'en demeure pas moins que les émissions par

habitant dues au mode de consommation des Chinois, même si on ne prend que les 10 % des Chinois les plus riches, restent probablement encore beaucoup plus faibles que celles de leurs équivalents les plus riches dans les pays de l'OCDE¹⁵. La raison est qu'une part considérable des émissions de la Chine est liée à la production de biens consommés dans les pays riches.

Pas plus tard qu'en 2008 (année des données les plus récentes disponibles, utilisées pour faire ces estimations), la moyenne des émissions d'une personne faisant partie des 10 % des Chinois les plus riches était à peu près équivalente à celle d'une personne faisant partie des 40 % des Européens les plus pauvres. Même si on prend en compte la croissance rapide de l'économie chinoise depuis 2008, il est peu probable que ces taux aient déjà beaucoup changé étant donné l'importance de la population chinoise.

Si on regarde l'Inde, les différences sont encore plus marquées. Les estimations d'Oxfam suggèrent que même les émissions par habitant des 10 % des Indiens les plus riches ne représentent qu'un quart des émissions de la moitié la plus pauvre de la population des États-Unis. De même, l'empreinte carbone de la moitié la plus pauvre des Indiens ne représente que le vingtième de celle de la moitié la plus pauvre de la population des États-Unis.

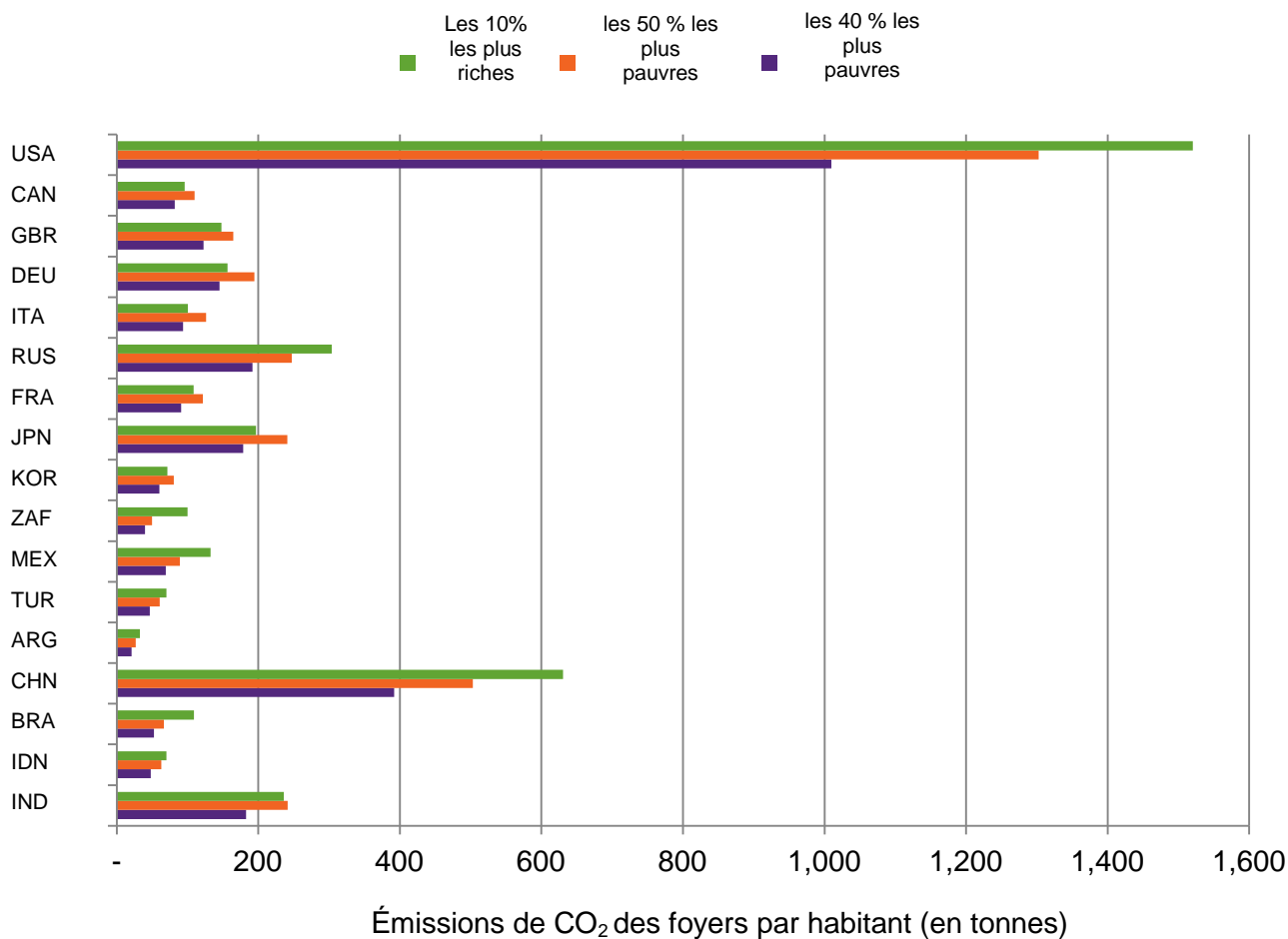
Même en chiffres absolus, le gouffre qui existe entre la responsabilité des plus riches par rapport à celle des plus pauvres est impressionnant (voir figure 3). S'il est clair que les vastes populations de pays comme la Chine et l'Inde contribuent de manière significative aux émissions totales dues au mode de consommation (rendant des mesures vigoureuses pour le climat dans ces pays d'autant plus nécessaires), les émissions de CO₂ totales de la moitié la plus pauvre de la population chinoise (plus de 600 millions d'habitants) ne représentent qu'un tiers de celles des 10 % des habitants les plus riches des États-Unis (environ 30 millions de personnes). Les émissions de la moitié la plus pauvre de la population indienne (environ 600 millions d'habitants) ne représentent là encore que la moitié de celles des 10 % des habitants les plus riches des États-Unis, soit à peu près l'équivalent de celles des 10 % les plus riches des Japonais (environ 12 millions de personnes).

La grande majorité des 10 % des habitants les plus riches de la planète, qui sont de forts émetteurs, vivent toujours dans des pays de l'OCDE, même si la situation change doucement.

Les émissions moyennes des 10 % des Indiens les plus riches ne représentent qu'un quart des émissions de la moitié la plus pauvre de la population des États-Unis. De même, les émissions moyennes de la moitié la plus pauvre des Indiens ne représentent que le vingtième de celles de la moitié la plus pauvre de la population des États-Unis.

Les émissions de CO₂ totales de la moitié la plus pauvre de la population chinoise (plus de 600 millions d'habitants) ne représentent qu'un tiers de celles des 10 % des habitants les plus riches des États-Unis (environ 30 millions de personnes).

Figure 5 : Émissions totales dues au mode de consommation dans les pays du G20 où des données sont disponibles



Toutefois, la figure 2 montre aussi clairement que les économies « émergentes » en forte croissance comme la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud, ont toutes des économies très inégalitaires et, de manière analogue, des émissions de CO₂ très inégales entre leurs ressortissants, même si l'on constate une grande diversité dans la répartition des revenus et des émissions des populations en fonction des pays¹⁶.

Parmi tous les pays du G20, c'est en Afrique du Sud et au Brésil que l'écart entre les 10 % les plus riches et la moitié la plus pauvre de la population est le plus important. En Afrique du Sud, les émissions dues au mode de consommation des 10 % des habitants les plus riches sont déjà dix fois supérieures à celles de la moitié la plus pauvre de la population. Elles sont huit fois supérieures au Brésil, l'un des rares pays du G20 qui a commencé ces dernières années à réellement réduire les inégalités extrêmes et choquantes, au sein de sa population¹⁷.

Les émissions totales de la moitié la plus pauvre de la population indienne (environ 600 millions d'habitants) représentent à peu près l'équivalent de celles des 10 % les plus riches des Japonais (environ 12 millions de personnes).

Les estimations présentées ici ont été calculées à partir des données disponibles les plus récentes, datant d'environ 2007/2008. Depuis cette date, les revenus comme les émissions des habitants les plus riches de ces pays ont augmenté (mais étant donné l'immensité des populations de pays comme la Chine et l'Inde, il est peu probable que ces ordres de grandeur aient déjà beaucoup changé). Faute de mesures ambitieuses pour lutter contre les inégalités et réduire les émissions dans ces pays, il sera non seulement de plus en plus difficile d'éradiquer l'extrême pauvreté¹⁸, mais il deviendra aussi impossible de maintenir le réchauffement climatique en dessous du seuil de 1,5 °C exigé par plus de 100 pays.

En Afrique du Sud, les émissions dues au mode de consommation des 10 % des habitants les plus riches sont déjà dix fois supérieures à celles de la moitié la plus pauvre de la population. Elles sont huit fois supérieures au Brésil.

3 Les intérêts particuliers de certains pour le maintien d'une économie mondiale à forte émission de CO2 et très inégalitaire nous empêchent d'avancer

Les citoyens les plus riches peuvent et doivent, en tant qu'individus, contribuer à la réduction de leurs propres émissions en changeant leur mode de vie, où qu'ils habitent. Cependant, il serait faux de conclure qu'ils sont les seuls responsables de la crise climatique, ne serait-ce que parce que leurs choix sont souvent limités par les décisions de leur gouvernement et les forces du marché. De même, il serait faux de conclure qu'ils bénéficieraient en quoi que ce soit de l'adoption d'un accord insuffisant à Paris.

La « super tempête » Sandy, l'ouragan Katrina, les sécheresses aux États-Unis en 2010 et 2012, la sécheresse permanente en Californie : tous ces événements ont des conséquences directes sur la vie et les comptes bancaires des plus riches habitants de la planète. En Europe, les vagues de chaleur et les inondations ont fait des milliers de morts et les dégâts ont coûté des millions. En Australie, chaque année les incendies mettent en danger des milliers d'habitations. Même ceux qui n'ont pas encore été directement touchés ressentent chaque jour davantage les conséquences indirectes sur leur propre vie de l'instabilité dans d'autres pays, avec l'augmentation du prix des produits alimentaires ou les migrations de personnes obligées de partir de chez elles.

De plus en plus, les citoyens les plus riches reconnaissent cet état de fait. Des dizaines de milliers de personnes faisant partie des 10 % les plus riches de la planète se sont joints en rangs serrés aux 400 000 personnes ayant défilé l'année dernière à New York, réclamant des mesures contre le changement climatique lors de la plus grande manifestation organisée sur ce thème. Un nombre record font campagne en prévision de l'adoption à Paris d'un nouvel accord mondial sur le climat. De l'Australie au Canada, ils signent des pétitions, revoient leurs choix de consommation et votent de plus en plus pour des alternatives.

Les seuls bénéficiaires de mesures insuffisantes sur le climat à Paris et ailleurs appartiennent à une élite beaucoup plus restreinte de personnes ayant des intérêts directs au maintien d'une économie mondiale à forte

Les habitants les plus riches, forts émetteurs, ne bénéficieraient en rien de l'adoption d'un accord insuffisant à Paris. Les seuls bénéficiaires de mesures insuffisantes sur le climat appartiennent à une élite beaucoup plus restreinte de personnes ayant des intérêts directs au maintien d'une économie mondiale à forte émission de carbone et très inégalitaire.

émission de carbone et très inégalitaire. C'est ce groupe que les gouvernements doivent affronter à Paris, au nom de leurs ressortissants, en premier lieu les plus pauvres, les moins responsables et les plus vulnérables.

Cadre 3: Les géants mondiaux de l'industrie fossile, les profits gigantesques et les barons milliardaires du carbone à la tête de ces entreprises

Les entreprises multinationales du secteur des énergies fossiles sont parmi les plus rentables du monde – et derrière ces marques bien connues se trouve un club de milliardaires des fossiles. Ils constituent une élite immensément riche qui a fait fortune en présidant au changement climatique – pour lequel les plus pauvres et les plus vulnérables paient le plus lourd tribut.

Entre la conférence sur le climat de Copenhague et celle de Paris, le nombre de milliardaires figurant sur la liste Forbes ayant des intérêts dans les énergies fossiles est passé de 54 en 2010 à 88 en 2015. Durant ces cinq années, la taille de leurs fortunes personnelles cumulées a augmenté d'environ 50 %, de 200 milliards de dollars à plus de 300 milliards de dollars¹⁹.

Le secteur des énergies fossiles a beaucoup à perdre d'une réglementation ambitieuse sur le climat. Il n'est donc pas surprenant qu'il dépense chaque année des millions de dollars en lobbying afin d'influencer les actions gouvernementales et de les retarder : il achète des années supplémentaires pour polluer et protéger ses bénéficiaires.

Ceux qui ont des intérêts dans les énergies fossiles déclarent dépenser 44 millions d'euros chaque année pour leurs activités de lobbying auprès de l'Union européenne à Bruxelles, soit environ 120 000 euros par jour. En 2013 aux États-Unis, les industries du secteur du pétrole, du gaz et du charbon ont dépensé près de 157 millions de dollars pour leur travail de lobbying, soit plus de 430 000 dollars par jour ou encore 24 000 dollars par heure. À titre de comparaison, d'après l'Institut de développement international (*Overseas Development Institute*) et *Oil Change International*, l'ensemble du secteur des énergies alternatives a dépensé pour ses activités de lobbying sur toute une année le même montant que les seuls deux géants pétroliers y consacrant le plus d'argent. Ces chiffres n'étant que ceux publiés volontairement à Washington DC et à Bruxelles, il ne fait pas de doute qu'ils ne sont que la partie émergée de l'iceberg²⁰.

Tous ces investissements sont à l'évidence fructueux. Un indice : les subventions et allègements fiscaux accordés aux industries des énergies fossiles, qui, comme l'a montré l'OCDE, sont très largement supérieurs à ce qui est consacré au secteur des énergies renouvelables. Chaque année, le gouvernement des États-Unis offre 5,1 milliards de dollars en déductions fiscales pour des projets d'exploration. Lors de l'établissement du budget, le président Obama a chaque année essayé de supprimer les allègements fiscaux les plus flagrants mais a été bloqué par le Congrès - beaucoup de ses membres comptant sur les dons de l'industrie des énergies fossiles lors des campagnes électorales. Les États-Unis sont aujourd'hui le premier producteur au monde de pétrole comme de gaz, devant l'Arabie saoudite et la Russie²¹.

Les industries des énergies fossiles déclarent dépenser 44 millions d'euros chaque année pour leurs activités de lobbying auprès de l'Union européenne à Bruxelles, soit environ 120 000 euros par jour. En 2013 aux États-Unis, les industries du secteur du pétrole, du gaz et du charbon ont dépensé plus de 430 000 dollars par jour ou encore 24 000 dollars par heure en lobbying.

4 Recommandations : un accord climatique à Paris pour les pauvres, les moins responsables et les plus vulnérables

La conférence de Paris ne peut être qu'une partie du paquet de mesures nécessaires pour lutter sur le front des inégalités économiques et du changement climatique, deux crises intrinsèquement liées. Il est toutefois vital qu'elle donne une impulsion en faveur de la justice climatique, dans l'intérêt des populations les plus pauvres, les moins émettrices et les plus vulnérables, où qu'elles vivent. Pour cela, l'accord devra répondre au minimum aux quatre tests décisifs suivants.

1. Inclure une réduction suffisante des émissions qui laisse une chance de maintenir le réchauffement en dessous du seuil de 1,5 °C.

- Le nouvel accord devra inclure l'engagement de revoir les objectifs d'atténuation tous les cinq ans. Il devra également inclure un solide mécanisme de révision engageant les États à évaluer la pertinence de leur contribution nationale à la lumière des connaissances scientifiques et du principe de l'équité. Ce mécanisme devra entrer en vigueur dès 2018 afin d'augmenter l'ambition globale des INDC à partir de 2020.
- Le nouvel accord juridique devra inclure l'objectif collectif à long terme de sortir progressivement et équitablement des énergies fossiles, afin de passer à 100 % d'énergies renouvelables, accessibles à toutes et tous, au début de la seconde moitié de ce siècle. Les pays riches doivent s'engager à agir vite pour éliminer leurs propres émissions et apporter le soutien, notamment financier, dont les pays en développement ont besoin pour en faire autant.

2. Inclure une forte augmentation du financement de l'adaptation.

- Les pays riches doivent montrer qu'ils sont en bonne voie d'honorer leur engagement existant de mobiliser collectivement 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 pour financer la lutte contre le changement climatique dans les pays pauvres. Cela doit passer par de nouveaux engagements importants de financement public et un accord de Paris qui porte le financement public de l'adaptation à 35 milliards de dollars d'ici 2020.
- Les pays riches doivent s'engager à augmenter substantiellement les ressources du Fonds vert pour le climat lors de sa première recapitalisation, à partir de 2017, ainsi que dans l'immédiat, du Fonds pour l'adaptation et du Fonds pour les pays les moins avancés, afin d'accélérer la mise à disposition de ressources d'adaptation pour les pays et les communautés, et notamment les femmes, qui en ont le plus besoin.
- Les États doivent inscrire des dispositions fermes et précises dans le nouvel accord sur le financement climat après 2020, notamment :
 1. l'engagement d'augmenter le soutien financier des pays développés aux pays en développement à partir d'un montant de référence de 100 milliards de dollars par an, à partir de 2020 ;

2. la mise en place d'un système permettant de financer le changement climatique dans le cadre du nouvel accord qui comprend des objectifs mondiaux pour l'adaptation et l'atténuation, revus tous les cinq ans à partir de 2025 ;

3. un objectif collectif de financement public de l'adaptation, qui fixe à au moins 50 % la part des flux de financement public destinés à l'adaptation à partir de 2020 et des objectifs chiffrés pour 2025 et 2030 correspondant à l'ambition d'atténuation de l'accord ;

3. Reconnaître, dans le cadre du nouveau système et d'une manière distincte des questions d'adaptation, la nécessité de prendre en compte les pertes et dommages dus aux impacts du changement climatique auxquels il est impossible de s'adapter.

4. Reconnaître la nécessité de respecter les principes des droits humains et d'égalité des genres et d'instaurer une transition juste pour les travailleurs lors de la mise en œuvre des politiques climatiques au cœur de l'accord.

NOTES

- 1 Les estimations d'émissions figurant dans le présent document sont celles associées à la consommation individuelle et non à la production nationale et sont tirées des estimations des émissions nationales dues à la consommation établies par Glen Peters pour le Centre international de recherche sur l'environnement et le climat à Oslo. Au total, selon les données de Peters, 64 % des émissions mondiales sont attribuées à la consommation individuelle, les 36 % restant étant générés par la consommation des gouvernements, les investissements (par exemple en matière d'infrastructure) et le transport international. Une étude similaire menée par Chancel et Piketty, basée sur les mêmes données mais supposant que la consommation gouvernementale et les investissements peuvent aussi être attribués aux individus, qui en sont au bout du compte les bénéficiaires, conclut à des résultats très similaires. Par conséquent, même si les estimations d'Oxfam ne concernent au sens strict que la répartition des émissions totales mondiales dues à la consommation individuelle, elles constituent également une bonne indication de la répartition de l'ensemble des émissions mondiales.
- 2 *Forbes*, liste des milliardaires disponible en temps réel à l'adresse : <http://www.forbes.com/billionaires/list/#tab>. Données annuelles extraites de la liste publiée en mars chaque année. Les milliardaires ont été classés dans la catégorie des personnes ayant un intérêt commercial ou des activités dans le secteur des énergies fossiles si la description de la source de leur fortune était considérée comme liée au secteur des énergies fossiles. Parfois, la source de la fortune mentionne explicitement « pétrole », « charbon » ou « gaz » ou bien un secteur en amont ou en aval tel que « raffinage pétrolier » ou « pipelines ». Parfois, c'est le nom de l'entreprise qui est mentionné, par exemple Lukoil, une société pétrolière russe. Certains milliardaires ont investi dans d'autres secteurs, en plus des énergies fossiles. Les investisseurs changent au fil du temps, certains milliardaires peuvent entrer ou sortir de ce groupe privilégié d'une année à l'autre. Valeurs fournies « au cours du jour » pour chaque année, d'après les taux de change courant par rapport au dollar. Les montants tiennent compte de l'inflation.
- 3 L. Chancel et T. Piketty (2015) « Carbon and Inequality from Kyoto to Paris: Trends in the global inequality of carbon emissions (1998-2013) and prospects for an equitable adaptation fund », <http://piketty.pse.ens.fr/files/ChancelPiketty2015.pdf>
- 4 En 2007, les émissions mondiales totales dues à la consommation des foyers étaient de 17 187 821 112 tCO₂. Les émissions par habitant des 10 % les plus riches au monde sont de 17,60 tCO₂ et leurs émissions totales de 8 431 448 890 tCO₂, alors que les 50 % les plus pauvres au monde émettent 1,57 tCO₂ par habitant et 1 791 265 686 tCO₂ au total. La moyenne des émissions par habitant pour les 10 % les plus riches est donc 11 fois plus élevée que la moyenne des émissions pour les 50 % les plus pauvres et le total des émissions pour les 10 % les plus riches est près de cinq fois plus élevé que le total des émissions des 50 % les plus pauvres. Voir toutes les explications méthodologiques et les conclusions sur <http://oxf.am/Ze4e>.
- 5 Notre approche ne nous paraît pas suffisamment robuste au niveau du décile et nous avons donc basé notre estimation des émissions dues au mode de consommation des 1 % les plus riches sur celles des 10 % les plus riches aux États-Unis (ceux-ci constituant environ la moitié des 1 % les plus riches au niveau mondial).
- 6 Voir note 5.
- 7 La carte de vulnérabilité climatique est tirée de Wheeler, David (2011) « Quantifying Vulnerability to Climate Change: Implications for adaptation finance », <http://www.cgdev.org/page/mapping-impacts-climate-change>. Certains pays n'étant pas pris en compte dans le modèle de revenus et

- d'émissions d'Oxfam, nous avons estimé que le nombre d'habitants par pays faisant partie des 50 % les plus pauvres au niveau mondial correspondait à ceux vivant avec moins de 4,40 dollars par jour en 2012, mesuré en PPA 2011. Ces chiffres sont tirés des données de la Banque mondiale, qui indiquent qu'environ 50 % de la population dans les pays en voie de développement vit en dessous de ce seuil de revenus (à partir surtout des données relatives à la consommation). 4,40 dollars mesurés en PPA 2011 correspondent environ à 2,80 dollars en PPA 2005, soit 1 022 dollars par an. Sur la carte, la limite inférieure des émissions correspond aux émissions estimées des 10 % des habitants de ce pays les plus pauvres. La limite supérieure correspond au centile de la population de chaque pays ayant les plus hauts revenus, sur la base de la distribution mondiale des revenus en 2008 (PPA 2005), mais dont les revenus restent inférieurs à 1 022 dollars par an : les émissions estimées par habitant de ce groupe sont alors reportées sur la carte. La carte et ces calculs n'ont qu'une valeur indicative et visent à montrer le type de pays où vivent les 40 % les plus pauvres au monde et la mesure de leur empreinte énergétique.
- 8 S. Hallegatte et al. « Shock Waves: Managing the impacts of climate change on Poverty », <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/22787/9781464806735.pdf>
 - 9 C. Pettengell (2015) « Africa's Smallholders Adapting to Climate Change: The need for national governments and international climate finance to support women producers », <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/africas-smallholders-adapting-to-climate-change-the-need-for-national-governmen-579620>
 - 10 « Rising Seas Disproportionately Threaten Gulf's Poorest », <http://assets.climatecentral.org/pdfs/SLR-PressRelease-LA-MS-AL.pdf>
 - 11 D. Baussan (2015) « Social Cohesion: The Secret Weapon in the Fight for Equitable Climate Resilience », Center for American Progress, <https://www.americanprogress.org/issues/green/report/2015/05/11/112873/social-cohesion-the-secret-weapon-in-the-fight-for-equitable-climate-resilience/>
 - 12 A. Ratcliff (2014) « Faim et réchauffement climatique, même combat. Comment empêcher le changement climatique d'enrayer la lutte contre la faim », https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/mb-hot-hungry-food-climate-change-250314-fr_0_0.pdf
 - 13 Voir par exemple : <http://www.robertstavinsblog.org/2012/03/16/if-the-durban-platform-opened-a-window-will-india-and-china-close-it/>
 - 14 Voir par exemple : <http://www.bbc.com/news/science-environment-29239194>
 - 15 Si nous considérons que certains indicateurs (rapport entre la consommation et la production des émissions ; part des émissions nationales dues à la consommation attribuées au mode individuel de consommation ; distribution du revenu) n'ont pas changé depuis 2007, alors les émissions moyennes des 10 % des Chinois les plus riches ont augmenté de 4,7 à 5,9 tCO₂, sachant que nous avons estimé que les émissions moyennes des 10 % des habitants des États-Unis les plus riches étaient de 50 tCO₂ d'après des données de 2007/8. Même si nos méthodologies respectives sont quelque peu différentes, Chancel et Piketty estiment que 10 % des 10 % plus forts émetteurs sont Chinois. Cela signifierait qu'environ 5 % de la population chinoise fait partie des 10 % plus forts émetteurs au monde (sachant qu'ils sont environ 70 % aux États-Unis), en d'autres termes que les 10 % des Chinois qui émettent le plus sont, selon toute vraisemblance, de bien moins forts émetteurs que les 10 % équivalents dans les pays de l'OCDE (à noter que l'étude de Chancel et Piketty utilise, pour présenter ses conclusions, la catégorie des 10 % plus forts émetteurs alors que le présent document considère les 10 % de la population les plus riches – nos conclusions se recourent toutefois largement).
 - 16 Aujourd'hui, la majeure partie des habitants les plus pauvres de la planète vit dans des pays à revenu intermédiaire, voir http://www.cgdev.org/files/1424922_file_Sumner_brief_MIC_poor_FINAL.pdf
 - 17 Voir par exemple : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/for-richer-or-poorer-the-capture-of-growth-and-politics-in-emerging-economies-578757>
 - 18 Voir par exemple : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/even-it-up-time-to-end-extreme-inequality-333012>
 - 19 *Forbes*, liste des milliardaires, *op. cit.*
 - 20 H. Stoddart et L. Prieg, « Alimentation, énergies fossiles et financements indécents », <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/food-fossil-fuels-and-filthy-finance-332741>
 - 21 E. Bast et al. (2014) « The Fossil Fuel Bailout: G20 subsidies for oil, gas and coal exploration », <http://priceofoil.org/content/uploads/2014/11/G20-Fossil-Fuel-Bailout-Full.pdf>

OXFAM

www.oxfam.org

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice et de la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org.

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org), Oxfam Australie (www.oxfam.org.au), Oxfam en Belgique (www.oxfamsol.be), Oxfam Canada (www.oxfam.ca), Oxfam France (www.oxfamfrance.org), Oxfam Allemagne (www.oxfam.de), Oxfam GB (www.oxfam.org.uk), Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk), Oxfam Inde (www.oxfamindia.org), Intermon Oxfam (www.intermonoxfam.org), Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org), Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org), Oxfam Japon (www.oxfam.jp), Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org), Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz), Oxfam Novib (www.oxfamnovib.nl), Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

www.oxfam.org



OXFAM